

Les retraités de la Métallurgie



UFR

N° 84

WWW.FTM-CGT.FR/RETRAITES-UFR

JUILLET/AOUT 2024

**UNE RENTRÉE REVENDICATIVE OFFENSIVE ET POPULAIRE
POUR RÉUSSIR LA MOBILISATION DU 1^{ER} OCTOBRE 2024**



Page 2

EDITO

Page 3

COMMUNIQUE UCR

Agissons massivement le 1er oct. 2024

Pages 4 & 5

SECTION PAMIERS

« Ouf ! Soulagés !!! »

Pages 6 & 7

SECTION PEUGEOT SOCHAUX

« Nos revendications doivent être entendues ! »

Page 8

COMMUNIQUE DE PRESSE CGT

Derrière la vitrine des Jeux Olympiques

Page 9

URGENCES DANS LE 04

Page 10

TRACT CGT

Nos revendications sont majeures :
elles doivent être appliquées !

Page 11

LA FETE DE L'HUMA



FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE CGT

263, rue de Paris, Case 433, 93514 Montreuil Cedex

Tél : 01.55.82.86.20 □ Fax : 01.55.82.86.53 □ e mail : ufr@ftm-cgt.fr □ site : www.ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Frédéric Sanchez □ Rédaction : Jacques BAUQUIER

Bimestriel - prix : 1 € □ Abonnement annuel : 6 € □ Imprimé par Rivet Editions, Limoges

Commission paritaire 1128 S 06644 □ ISSN 2802- 902X



Face aux enjeux économiques, sociaux et politiques de cette rentrée, gagnons un 1^{er} octobre exceptionnel !

2



Jacques BAUQUIER
Membre du Bureau de l'UFR

Ce 1er octobre doit peser sur le programme du nouveau gouvernement !

Après la trêve des Jeux Olympiques de Paris imposée par le Président Macron, celui-ci se retrouve à nouveau confronté à la crise qu'il a lui-même déclenchée.

A ce jour, il n'a toujours pas nommé de Premier ministre. Si la quinzaine des JO lui a permis de faire diversion, il n'a pas pu faire disparaître la candidature investie par le Nouveau Front Populaire, Lucie CASTETS, pour le poste de Première ministre.

La CGT qui a mobilisé toutes ses forces lors des élections législatives pour combattre les idées de l'extrême droite en faveur d'un vote pour le programme du NFP, mettra tout en oeuvre pour faire respecter le choix des Français.

Il est temps de défendre nos exigences sociales !

En cette rentrée, tout doit être mis en place afin de construire une pression populaire forte à travers de grandes manifestations à la fin du mois de septembre et le 1er octobre, pour faire aboutir nos revendications.

Salaires, pensions, retraites, services publics, industrie sont au cœur des enjeux.

Nos revendications sont soutenues par une très large majorité !

Quel que soit le gouvernement qui sera reconduit pour diriger le pays, nos revendications devront être appliquées ! Il devra également répondre aux exigences sociales qui se sont exprimées lors de ces élections.

Dans cette perspective, la journée d'action et de manifestation du 1er octobre 2024 doit être l'occasion pour les retraités d'exiger massivement la prise en compte de leurs revendications partout sur le territoire, tout en renforçant la CGT, condition indispensable pour s'organiser et élever le rapport de force.

Salariés et retraités même combat !

Austérité, baisse du pouvoir d'achat, casse des services publics et de nos industries, ÇA SUFFIT !

Pour vivre mieux, il faut rompre avec le système capitaliste. Il y a urgence !



PLUS QUE JAMAIS L'HEURE EST A LA MOBILISATION ET AU RENFORCEMENT DE LA CGT.

AGISSONS MASSIVEMENT LE 1^{ER} OCTOBRE 2024 !

Nous venons de vivre une période électorale intense qui a vu le rassemblement de la gauche au sein du Nouveau Front Populaire (NFP) arriver en tête des suffrages, mais aussi une nouvelle progression de l'extrême droite. La mobilisation d'une grande partie de la population a évité que ce parti prenne les rênes de notre pays.

L'UCR CGT, fidèle à ses valeurs et en toute indépendance, a mené la bataille contre l'extrême droite et s'est prononcée en faveur du programme porté par les candidat·es du NFP. Ce programme, s'il est mis en œuvre, permet de répondre en partie aux revendications de la CGT, notamment par l'annulation de la réforme des retraites, la revalorisation du SMIC et le développement des services publics.

De tout temps et ce quel que soit le pouvoir en place, les revendications se sont transformées en conquies sociaux uniquement par une large mobilisation de la population. Ne comptons donc pas uniquement sur les résultats des élections législatives et un gouvernement soit-il issu des rangs du Nouveau Front Populaire pour voir nos revendications aboutir.

Poursuivons la mobilisation à l'aune de l'ouverture des discussions sur le projet de loi de finances et le projet de loi de finances de la sécurité sociale 2025.

Deux projets de loi déterminants pour notre avenir, celui des politiques publiques et de notre protection sociale. Les urgences sociales exprimées par la population ces dernières années allant de la revalorisation des salaires, des retraites et pensions au développement des services publics en passant par le retrait de la réforme des retraites de 2023, sont très fortes.

Ainsi, les axes revendicatifs majeurs portés par l'UCR CGT doivent être retranscrits dans ces projets de loi et être validés par l'Assemblée nationale :

- Pas une retraite en dessous du SMIC CGT soit 2000 € bruts avec :
 - Revalorisation immédiate des retraites et pensions de 10% ;
 - Mise en place de mesures solidaires pour les petites retraites ;
 - Indexation des retraites sur le salaire moyen.
- Développement des services publics et notamment ceux concernant la santé (hôpitaux publics, centre de santé public, Ehpad, ...) sur l'ensemble du territoire pour permettre à toutes et tous d'y avoir accès quels que soient leurs revenus et leurs lieux de vie ;
- Réforme du financement de notre protection sociale assis uniquement sur les cotisations sociales (transformation de la CSG en cotisation sociale, suppression de la CRDS et de la CASA) et arrêt des exonérations pour les employeurs.

Pour gagner, il faut lutter mais aussi être plus nombreuses et nombreux à la CGT. Se syndiquer, c'est partager des valeurs de justice sociale, d'égalité des droits, d'entraide, de solidarité, d'internationalisme, de luttes. Rejoindre la CGT c'est être plus fortes et forts pour faire valoir nos droits et en conquérir de nouveaux.

Le 1^{er} octobre doit être l'occasion pour les retraité·es de s'exprimer massivement sur leurs revendications partout sur le territoire, mais aussi de renforcer la CGT par l'adhésion.

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 1^{ER} OCTOBRE POUR NOS DROITS !

Lieu de la manifestation:

Pour défendre mes revendications

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

J'adhère à la CGT

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et ville :

Branche professionnelle d'origine :

Mail :

Tél. :

Bulletin à retourner à

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre



Vie Syndicale

Section retraités(es) CGT
Métaux A&D et de l'Appaméen



Juin - juillet 2024

Ouf ! Soulagés !!!...

La démocratie et la république ont gagné !



Lors du second tour des législatives, le sursaut républicain a eu lieu, tant chez les politiques que dans une largemajorité des électeurs et la gauche a su se rassembler dans un Nouveau Front Populaire (NFP). Le pire est écarté au grand dam des médias tenus par quelques milliardaires et des statisticiens. Cependant, tout reste à faire, nous nous devons de maintenir la pression sur le capital et le gouvernement, quel qu'il sera, pour gagner sur nos revendications.

Rdv le 1^{er} octobre pour la santé et la protection sociale.

Déjà nos manifestations du 15 juin, nombreuses sur le territoire national, 2300 manifestants à Foix (nos photos), ont eu leur efficacité avec l'abandon du décret sur la dernière réforme de l'assurance chômage et le renoncement à l'augmentation de 15% du prix de l'électricité ce 1^{er} juillet.

Emmanuel Macron doit sortir du déni et admettre sa sévère défaite.

C'est ce qu'ont rappelé nationalement la CGT et tous les manifestants ce 18 juillet, devant l'Assemblée nationale et les préfetures.

Seules des réponses à la désespérance sociale pourront apaiser la légitime colère dans le pays.

Nous appelons à un changement dans les politiques économiques et sociales et la priorité pour la CGT c'est d'avoir un gouvernement quel qu'il soit qui va :

- Abroger la réforme des retraites
- Augmenter les salaires
- Investir massivement dans les services publics



En Ariège, la CGT du CHAC nous avait donné RDV devant leur local vandalisé pour répondre à cette attaque immonde.

C'est à l'intérieur même de l'hôpital, que les locaux de la CGT du CHAC ont été ciblés. Cela s'est passé juste avant le second tour des législatives. Tout a été détruit. Murs tagués de croix gammées et celtiques, d'injures et même de menaces de mort.

Lavabo obstrué avec de la mousse expansive, les robinets laissés ouverts pour provoquer une inondation qui a fait s'effondrer, plancher et plafond sur le local de la médecine du travail situé en-dessous.

Rien n'a été épargné, tout a été détruit, ordinateurs, murs, armoires, archives etc. Le travail de plusieurs années anéanti ! La CGT du CHAC, la Direction de l'hôpital et les dirigeants du syndicat, cibles des menaces de mort, ont porté plainte. Une enquête est en cours, dirigée par le procureur général de Foix.

Un soutien important venu de l'Ariège et de bien plus loin, à nos camarades CGT du CHAC, à tout le personnel, ainsi qu'aux usagers, était présent ce 18 juillet. A réaffirmer avec force et détermination qu'il ne céderait rien à quelques intimidations que ce soit. L'UD, la Fédération santé et action sociale, ainsi que toute la CGT, ont apporté tout leur soutien. Les actes de vandalisme à l'encontre de la CGT partout en France, ont augmenté ces dernières semaines et plus encore après le 1^{er} tour des législatives y compris en Ariège. Comme par le passé, nous ferons bloc pour nous opposer à ces forces immondes.

Opération visibilité CGT réussie, aux Cabannes, sur la plus belle étape du Tour de France 2024, nous étions aussi au festival Résistances à Foix.



Un moment de partage, d'information et de fraternité avec le public du « Tour de France » Que nos camarades présents ce 14 juillet, par une forte chaleur soient remerciés de cette réussite.

Au festival « Résistances » à Foix, comme depuis 10 ans, notre stand était bien visible 2 jours durant, il nous a même permis de concrétiser une adhésion.

Nous avons conclu ces 2 journées par la projection du film « Nous les ouvriers », qui met en avant les métiers de la métallurgie, mais pas seulement. Nous avons fait salle comble avec 35 spectateurs. Il ne nous a malheureusement pas été possible d'organiser un débat, qu'aurait pu mettre en avant les 5 millions d'ouvriers français d'aujourd'hui. Remercions là aussi tous nos camarades présents.



Nous n'avons pas voté pour voir se poursuivre la même politique antisociale ! Comme Sophie BINET l'a dit avant les élections, le bulletin de vote est un outil mais n'est pas un chèque en blanc.

C'est pourquoi, quelle que soit la composition du gouvernement, la CGT appelle les salariés et retraités à préparer une rentrée revendicative et offensive !



Le courrier des retraités

n°109

Juillet - Août 2024



Nos revendications doivent être entendues !

Le sens d'un vote

Aux dernières élections législatives, des millions d'électeurs ont voté pour écarter le danger de l'extrême droite mais aussi pour de véritables mesures sociales, qui permettent de mieux vivre :

- L'augmentation des salaires et le SMIC à 1600 € net (2000 € brut).
- L'indexation des salaires et des retraites sur les prix.
- L'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans.
- Des moyens nouveaux pour les services publics (santé, éducation ...)

Nous savons que, pour défendre les intérêts capitalistes, Macron et d'autres vont multiplier les manœuvres pour empêcher ces mesures sociales ou les amoindrir.

En tant qu'organisation syndicale, la CGT ne se mêle pas du « casting » du gouvernement, mais entend tout faire pour que les revendications soient satisfaites.

Nous n'avons pas voté pour voir se poursuivre la même politique antisociale !

Comme Sophie BINET l'a dit avant les élections, le bulletin de vote est un outil mais n'est pas un chèque en blanc.

C'est pourquoi, quelle que soit la composition du gouvernement, la CGT appelle les salariés et retraités à préparer une rentrée revendicative et offensive !



Agenda

Judi 22 août : Pique-nique aux Echelles de la Mort
Départ à 8H30 et 10H30 parking piscine Sochaux.

Vendredi 30 août : Congrès du syndicat
à 8H à Bussurel, salle du Moulin.

Judi 5 septembre : Réunion Collectif-retraités
A 14H salle Thourot (Montbéliard)

Vendredi 13 septembre : AG de rentrée de l'UL
à 8H30 à Exincourt salle Morel (terrain de foot derrière Hyper U)

A vérifier

Si vous n'avez pas ou plus d'impôt à payer, le solde du crédit d'impôt de vos cotisations syndicales 2023 doit vous être versé le 24 ou le 31 juillet.

Si vous avez encore des impôts à payer, la déduction interviendra sur votre solde d'impôt le 26 septembre.

Du côté de vos droits

Les petites retraites en accusation !!

Les médias relaient souvent des « fake news » affirmant à tort que des gens n'ayant jamais travaillé gagnent en retraite plus que ceux qui ont bossé.

Derrière ces mensonges, il y a la volonté de :

- ✓ Faire croire que le minimum vieillesse est trop généreux avec son plafond de 1012 € !
- ✓ Créer des jalousies entre retraités pour les dé-

tourner de l'action commune pour l'augmentation de toutes les retraites.

Pour rétablir la vérité, nous vous expliquons ci-dessous les 2 dispositifs évitant aux « petits retraités », surtout les femmes, de basculer dans l'extrême pauvreté.

Un filet de sécurité utile mais qui ne remplace pas la nécessité de meilleures retraites.

Le minimum contributif (MICO)

Le MICO est un complément de la CARSAT pour que les petites retraites atteignent un montant minimum compris entre 733 € et 876 € (en fonction du nombre de trimestres effectivement cotisés).

Pour avoir droit au MICO, il faut partir en retraite avec le taux plein, soit à 67 ans, soit en ayant acquis ce taux plein avant, en validant tous ses trimestres ou en raison d'une invalidité.

Si le versement du MICO amène le total retraite CARSAT + retraite complémentaire au-dessus de 1367 €, le MICO est réduit pour respecter ce plafond.

En 2022, 5,7 millions d'assurés sociaux soit 1 retraité sur 3 bénéficiaient du MICO pour un montant moyen de 129 €.

74 % des bénéficiaires sont des femmes qui ont validé leurs trimestres avec de faibles salaires.

En effet, le calcul des retraites CARSAT sur les 25 meilleures années pénalise particulièrement les femmes qui sont passées à temps partiel pour s'occuper des enfants. Le retour aux 10 meilleures années permettrait déjà de réduire sensiblement le nombre de ces petites retraites.



Le Minimum Vieillesse (ASP)

L'Allocation Spécifique Personne Agée est une aide d'Etat pour garantir un minimum de ressources à tous, au travail ou en retraite, indépendamment du nombre de trimestres validés à la Sécu.

Pour percevoir l'ASP, il faut :

- ✓ Avoir plus de 65 ans
- ✓ Résider en France.
- ✓ Gagner moins de 1012 € par mois (personne seule) ou moins de 1571 € (pour un couple).

Le versement n'est pas automatique. Il faut faire la demande à la CARSAT, qui en assure la gestion pour le compte de l'Etat. Après vérification de vos ressources (salaire, retraite, biens immobiliers...) l'ASP complète vos revenus jusqu'au plafond :

Une personne seule avec 800 € de revenu, a droit à 212 € d'ASP pour atteindre le plafond de 1012 €

L'ASP est récupérable sur la succession si le patrimoine net est supérieur à 105 300 €. En clair, si le bénéficiaire de l'ASP est propriétaire de son logement, l'Etat se remboursera à son décès.

700 000 personnes bénéficient de l'ASP en majorité des femmes seules, avec un montant moyen de 490 €. Les études estiment que la moitié de celles et ceux qui y auraient droit ne font pas la demande.

Contre les idées fausses

Si un retraité touche, avec ou sans MICO, une retraite inférieure à 1012 €, il peut demander à bénéficier de l'ASP. **De telle sorte qu'une personne ayant cotisé ne peut en aucun cas toucher moins qu'une personne qui n'a pas cotisé !**

Les bénéficiaires du MICO et de l'ASP sont proches du seuil de pauvreté. Leur nombre augmente avec le nombre de trimestres exigés qui rend plus difficile l'ouverture du droit à une retraite complète.

La CGT revendique une modification des règles (nombre de trimestres exigés, calcul sur les 10 meilleures années) pour assurer une retraite décente à toutes et tous.

Communiqué de presse

DERRIERE LA VITRINE DES JEUX OLYMPIQUES

Les jeux olympiques 2024 ont pris fin depuis ce week-end et dans moins de deux semaines débiteront les jeux paralympiques. L'implication particulièrement forte des milliers de salariés dans le secteur du public, comme du privé, a permis la réussite de cette première séquence des JOP.

Afin d'assurer l'organisation de cet évènement mondial, les agents des services publics, des hôpitaux, des salariés de l'hôtellerie, de la restauration, du nettoyage, de la sécurité... ont été contraints pour beaucoup d'entre eux de décaler leurs congés payés en famille pour assurer une présence effective sur le terrain. Sans tous ces travailleurs, les JO ne se seraient pas déroulés dans d'aussi bonnes conditions tant pour les athlètes que pour le public. L'image de la France n'aurait pas été celle que l'on a vu, y compris à l'international.

Les travailleurs au coeur des jeux

Dans les coulisses des jeux, les travailleurs indispensables au bon déroulement n'ont pas été toujours à la fête. Le travail s'est fait parfois dans des conditions dégradées, comme pour les salariés du COJOP (comité d'Organisations des JOP) dont le record d'heures de travail a été battu, certains faisant jusqu'à 64 heures semaine, sans la moindre rémunération des heures supplémentaires. La CGT est à leur côté pour les défendre !

La CGT a été présente en amont des JO notamment lors de la construction des enceintes sportives ce qui a permis de diviser par 4 le nombre d'accidents de travail sur les chantiers et de faire régulariser des travailleurs sans papiers. Elle a été présente également pendant cette première quinzaine des JO en mettant en place un numéro vert permettant aux salariés qui en avaient besoin de prendre contact avec un.e militant.e CGT afin d'obtenir des réponses à leurs questions notamment en matière du droit du travail.

Ce dispositif journalier (9h-17h) a mobilisé plus d'une trentaine de militant.e.s du 22/07 au 11/08. Des dizaines de salariés ont appelé ce numéro et ont pu être guidés ou aidés. Pour les jeux paralympiques, la CGT reconduira ce dispositif. Les travailleurs et les travailleuses pourront nous joindre du 26/08 au 06/09 au 0 801 230 526.

La colère et l'espoir sont toujours là

Outre quelques mises en scène pendant la trêve olympique, Emmanuel Macron reste bien silencieux sur la composition du prochain gouvernement. L'euphorie et la fête des JO sont maintenant derrière nous et n'ont pas effacé la colère dans le pays. Les problèmes de pouvoir d'achat, de dégradation des services publics et la casse de l'industrie sont toujours là.

Il s'agit de répondre immédiatement aux revendications du monde du travail telles qu'elles se sont exprimées ces derniers mois. Le Président doit sortir du déni et nommer urgemment un.e premier ministre en capacité de mettre en place un projet en totale rupture avec les politiques menées jusqu'à présent.

Pas de trêve pendant les JO

« Vous nous avez montré de quelle grandeur nous, les humains, sommes capables. Pendant tout ce temps, vous avez vécu ensemble en paix, sous un même toit, au sein du village olympique. Vous vous êtes embrassés. Vous vous êtes respectés les uns les autres, malgré les guerres et les conflits qui déchirent vos pays ». Ces mots de l'International Olympique (CIO), Thomas Bach, prononcés lors de la cérémonie de clôture des Jeux résonnent alors qu'il n'y a eu aucune trêve humanitaire durant ces 15 jours. Alors même que des Palestiniens ont brandi leurs drapeaux pour tenter de nous interpeller sur l'urgence d'une paix juste et durable.

Montreuil le 13 août 2024



Digne-les-Bains, le 14 août 2024

Urgences dans le 04 : STOP au tri des patients et aux fermetures !!!

La situation des services d'urgences des Alpes de Haute Provence se dégrade de semaine en semaine, où elle alterne entre des services fermés, régulés ou saturés. On vient d'apprendre que les Urgences de Digne seront régulées certains jours du mois d'août du fait du manque de médecins.

Contrairement aux discours rassurants des pouvoirs publics, "la régulation" n'est pas une solution. Il s'agit d'un terme édulcoré qui se caractérise par un "tri" des patients, avec un hôpital qui n'est plus en accès libre, faute de moyens humains disponibles.

Concrètement, cela signifie que le patient ayant un besoin urgent de soin doit appeler le 15, et suivre ensuite les consignes qui seront par exemple soit d'attendre et rester à la maison, soit de venir à l'hôpital, soit de se rendre vers un autre hôpital, à 50 km ou 100km de chez lui, qui parfois se retrouve en difficulté lui aussi... Comme ce fut le cas récemment où une patiente du 04, a été envoyée sur les Urgences d'Aix-en-Provence, qui n'ont pu l'accueillir, et l'ont renvoyé vers celles de Toulon.

La situation des urgences, c'est l'illustration, on peut même dire le symbole, de la politique de casse de l'hôpital public menée depuis 40 ans, et renforcée depuis 2017, conduisant à des situations de mise en danger de la population.

Par manque de moyens (notamment en termes d'effectifs médicaux, et parfois aussi paramédicaux), le fonctionnement des services tient sur un fil, où un simple arrêt maladie ou départ à la retraite peut conduire à des fermetures ou à la mise en place de "procédure dégradée", comme c'est le cas pour l'hôpital de Digne actuellement. Pour la CGT, c'est inacceptable, et il ne faut surtout pas le banaliser ou s'y habituer.

C'est pourquoi, il est urgent de répondre aux revendications des personnels et aux besoins des populations avec :

- ▶ la réouverture des services et lits fermés
- ▶ Un grand plan de formation et de recrutement de personnels médicaux et paramédicaux
- ▶ Une revalorisation des salaires, à commencer par une augmentation du point d'indice de 10%

Enfin, face à la volonté d'invisibiliser les dysfonctionnements, nous avons au contraire intérêt à recenser ce qui est entrain de se passer !

C'est pour cela que nous avons mis en place une adresse mail, et proposons aux personnels et aux patients de nous faire part des difficultés rencontrées et des dysfonctionnements subis dans le cadre des urgences.

Contactez-nous : nitri.nifermeture.dansle04@gmail.com

SALAIRES, RETRAITES, SERVICES PUBLICS, INDUSTRIE ...



NOS REVENDICATIONS SONT MAJORITAIRES :

ELLES DOIVENT ÊTRE APPLIQUÉES !

C'est l'heure de défendre nos exigences sociales :

nos conditions de travail se détériorent, nos salaires ne suivent pas l'inflation, nos services publics disparaissent peu à peu, les plans de licenciements se multiplient... Ça suffit !

Contre le poison de la division : le RN est comme les patrons, il cherche à diviser les salariés, selon notre origine, notre religion ou notre orientation sexuelle... À l'écouter, le privilégié c'est toujours le travailleur immigré, jamais les plus fortunés...

Rien n'est jamais joué d'avance : alors que tous les médias aux mains des milliardaires nous prédisaient la victoire de l'extrême droite, le sursaut populaire a déjoué tous les pronostics. Le Président doit maintenant respecter le choix des urnes. Nous voulons un gouvernement qui réponde aux exigences sociales !

Déjà de premières avancées : par notre mobilisation, nous avons gagné l'abandon de la réforme de l'assurance chômage et le fait que les prix de l'électricité ne vont finalement pas être augmentés en août !

S'IL Y A BIEN UNE MAJORITÉ DANS LE PAYS, C'EST CELLE EN FAVEUR DE CES MESURES SOCIALES !

Comme les congés payés, ce qui paraissait impossible il y a des années peut être gagné par les salariés mobilisés. Dans nos entreprises et nos services, discutons avec les collègues et portons ces propositions. Dans l'unité syndicale la CGT va proposer une grande journée de mobilisations à la rentrée pour maintenir la pression populaire et faire gagner ces avancées.

MAINTENANT NOUS VOULONS VIVRE MIEUX, IL Y A URGENCE À :

- **Indexer les salaires sur les prix,** comme pour le Smic, tous les salaires doivent à minima suivre l'inflation.
- **Augmenter les salaires et les pensions pour vivre de son travail et de sa retraite,** et réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes alors que les dividendes atteignent des records en France. Ce sont les travailleurs qui produisent la valeur, la partager c'est augmenter les salaires.
- **Supprimer la réforme des retraites à 64 ans,** passée en force l'année dernière à coup de 49-3, et aller vers un retour à 60 ans.
- **Améliorer les conditions de travail en rétablissant les CHSCT.**
- **Investir dans nos services publics sur tous les territoires.** Partout nous voulons des moyens pour nos écoles, nos hôpitaux...
- **Réindustrialiser le pays pour répondre au défi environnemental** en commençant par mettre un moratoire sur tous les plans de licenciements en cours.

POUR ÊTRE PLUS FORT ENCORE : ON SE SYNDIQUE. ON S'ORGANISE AVEC LA CGT.

C'est le moment de se syndiquer pour se protéger, participer et agir !

En tant que salarié-es, notre force c'est notre nombre. Pour être plus efficaces, ne plus être isolé face à l'employeur, organisons-nous dans nos entreprises et nos services en nous syndiquant et en préparant les élections professionnelles.

Rester
en contact
avec la CGT



contact.cgt.fr

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

LA BASE 217 (91)
| Brétigny-sur-Orge
| Le Plessis-Pâté



Plus d'infos sur
fete.humanite.fr

13 • 14 • 15 **Sept**
2024

YANN FAFFETAZ

NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.



Plus que jamais, nos équipes continuent de
**se mobiliser pour vous, afin de tisser un
lien toujours plus solide.**

aesio.fr



Santé • Prévoyance • Épargne • Retraite • Auto • Habitation

AEsIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Crédit photo Alexis Raimbault. Document non contractuel à caractère publicitaire. 21-005-015

 **AÉSIO
MUTUELLE**
DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX